



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNIKALO (exBB FABRICATION)

18 AV du Meilleur Ouvrier de France
33700 Mérignac

Références : 26-0270
Code AIOT : 0005200691

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement UNIKALO (exBB FABRICATION) implanté Route de Saucats 33610 Cestas. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objectif de procéder à un récolement de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/07/2024 à la suite de la finalisation des travaux de mise en œuvre du projet "CAMPUS". Le projet CAMPUS avait notamment pour objectif l'augmentation des capacités de stockage et de production du site de Cestas.

La visite d'inspection avait également pour objectif d'aborder et constater les dispositions prises pour la mise en œuvre des projets de modifications transmis par l'exploitant à travers deux porter à connaissance transmis en juin 2025 et janvier 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNIKALO (exBB FABRICATION)
- Route de Saucats 33610 Cestas
- Code AIOT : 0005200691
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société des Colorants du Sud-Ouest UNIKALO (dénommée SCSO UNIKALO dans la suite du dossier) est implantée à Mérignac (33). La SCSO UNIKALO développe, fabrique et commercialise des peintures pour les professionnels du bâtiment. Elle est spécialisée dans la fabrication de peintures en phase aqueuse et en phase solvant pour le bâtiment, principalement destinées au marché français (3% du chiffre d'affaire est hors de France).

Le site de Cestas comporte un atelier de production, des bâtiments de stockages de matières premières, emballages et produits finis, une zone de stockage de déchets, une unité de traitement physico-chimique des eaux industrielles, des bureaux et locaux administratifs.

L'exploitation du site de Cestas est autorisée par l'arrêté d'autorisation environnementale du 22 juillet 2024 autorisant la poursuite de l'exploitation, l'augmentation de capacité de production et l'extension d'un bâtiment de stockage.

Les activités de l'établissement sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 2640 (fabrication de colorants et pigments organiques et naturels), et à enregistrement pour les 1510 (entrepôts de stockage de matières combustibles) et 4331 (stockage de liquides inflammables).

La SCSO UNIKALO emploie actuellement plus de 200 personnes sur son site de Cestas. La production fonctionne en 2x8 de 6h00 à 20h00.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN26 État des stocks
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité - 1510 | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I. | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 2 | Etat des matières stockées, | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| | périodicité et disponibilité | | | |
| 3 | Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | |
| 6 | Zones à risques | Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 7.2.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 7 | Protection incendie - détection | Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 7.6.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 8 | Protection incendie - ressource en eau | Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 7.6.4 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 9 | Rétention des cellules liquides inflammable | Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 11 | Dispositions constructives et compartimentage - bâtiment D | Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 8.1.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 13 | Accessibilité au site | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1 de l'annexe II | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 14 | Voie engins | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2 de l'annexe II | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 15 | Protection incendie - | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3 de | Demande d'action corrective | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| | aires de stationnement (engin de secours) | l'annexe II | | |
| 16 | Protection incendie - désenfumage bâtiment D | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5 de l'annexe II | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 17 | Plan de défense contre l'incendie (PDI) | Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 7.6.8 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 5 | Classement des activités | Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 1.2.1 | Sans objet |
| 10 | Protection incendie - confinement des eaux | Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 7.6.5 | Sans objet |
| 12 | Conditions de stockage | Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 8.1.2 | Sans objet |
| 18 | Protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18, 19, 21 | Sans objet |
| 19 | Rejets atmosphériques - évaluation risques sanitaires | Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 3.2.6 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis d'établir que la construction et la mise en exploitation du projet CAMPUS par la société SCSO UNIKALO respectait globalement les dispositions réglementaires applicables et le dossier présenté par l'exploitant.

Certains éléments de justification (détaillés dans le présent rapport) restent à produire par l'exploitant, notamment des attestations relatives aux dispositions constructives, attestations de conformité APSAD des installations d'extinction automatiques, asservissements à la détection incendie, suffisances des aménages d'air, accessibilité du site en heures non ouvrées.

Par ailleurs, il est attendu de l'exploitant qu'il engage, selon les délais indiqués dans le rapport, plusieurs actions correctives : établissement d'un état des stocks des matières combustibles, dégagement des voies engins et aires dédiées aux engins de secours, mise à jour des zones à risques, du plan de défense incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I. |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks. |
| Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [,,,] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. |
| Constats : L'exploitant établit et dispose quotidiennement d'un état des stocks de matières dangereuses, détenus sur chacun de ses établissements. Cet état des stocks est généré à partir d'un logiciel interne ("Stock lot") en lien avec la production. Cet état des stocks des matières dangereuses distingue le tonnage en matières premières et en |

produits finis.

L'état des stocks présentait, le jour de l'inspection, les quantités suivantes :

- substance relevant de la rubrique 1436 : 55 t

- substance relevant de la rubrique 4511 : 48 t

- substance relevant de la rubrique 4510 : 32 t

- substance relevant de la rubrique 4511 : 32 t

- substance relevant de la rubrique 4331 : 289 t

S'agissant des matières combustibles entrant dans le classement de la rubrique 1510, l'exploitant ne dispose pas d'état des stocks.

L'exploitant est simplement en capacité d'afficher les quantités maximales de matières stockées selon l'arrêté préfectoral. La localisation des différents stockages est présentée dans le PDI de l'exploitant de manière macroscopique (rubriques associées aux différentes cellules).

Selon l'exploitant, les données sont accessibles dans le logiciel de gestion des stocks mais non formalisées pour établir un état des stocks réels de l'ensemble des matières stockées, notamment sous la rubrique 1510.

L'absence d'état des stocks permettant notamment de connaître les matières stockées sous la rubrique 1510 constitue un écart susceptible de conduire à des suites administratives.

L'exploitant établit des inventaires physiques . Le dernier inventaire physique a été réalisé fin décembre.

Le contrôle de l'accessibilité des fiches de données de sécurité a fait l'objet d'une inspection le 5 mars 2026 dans le cadre d'une action régionale (cf. rapport d'inspection associé).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour disposer d'un état des stocks des matières stockées (matières dangereuses, matières combustibles notamment) conformément aux dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017. L'état des stocks doit permettre de connaître le tonnage des matières présentes (palettes, emballages cartons, emballages plastiques, matières premières liquide, matières première solide, etc...).

L'exploitant justifie, sous 3 mois, des mesures prises pour disposer de cet état des stocks.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Actions nationales 2026, 3bis. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

Prescription contrôlée :

[,,,]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Cf. constat du point de contrôle N°1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf. Demande formulée relatif au point de contrôle N°1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

En situation accidentelle, l'exploitant est actuellement en mesure d'informer :

- des quantités et de la localisation des matières dangereuses présentes;
- des quantités maximales de matières combustibles susceptibles d'être présentes dans l'ensemble des cellules au regard de son tableau de classement;

En revanche, comme rapporté au point de contrôle n°1, l'exploitant ne dispose pas d'état des stocks à proprement parlé sur les matières non dangereuses (matières combustibles notamment), présenté par grandes familles (palettes bois, emballages plastiques, cartons, matières premières liquides, solides, etc..).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2

Thème(s) : Actions nationales 2026, 5. Inventaire synthétique

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

[,,,]

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

L'exploitant dispose d'un tel plan dans son Plan de défense incendie, affichant pour chacune des cellules de stockage, les rubriques associées aux activités présentes.

Le plan en question est peu détaillé et pourrait être utilement complété afin de préciser la typologie des matières stockés par zones de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète le plan destiné à l'information du public pour détailler par typologie, les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 5 : Classement des activités

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 1.2.1 | | | |
|--|---|---|--------|
| Thème(s) : Situation administrative, Classement et Capacités maximales | | | |
| Prescription contrôlée : | | | |
| Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes : | | | |
| Rubrique | Libellé | Caractéristiques de l'installation / capacité maximales | Régime |
| 2640-b | Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication ou emploi de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La quantité de matière fabriquée ou utilisée étant :a) Supérieure ou égale à 2t/j | Emploi de colorant/pigment : 20 t/j | A |
| 1510-2b | Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, [...] 2. Autres installations | Bâtiment C et D formant 1 IPD Quantité totale de matières combustibles stockées au sein de l'IPD : 2756 tonnes Volume total de l'IPD : 192 181 m ³ | E |

| | | | |
|--------|--|---|----|
| | <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 200 000 m³</p> | | |
| 4331-2 | <p>L i q u i d e s inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p> | <p>Stockage de produits inflammables : Bâtiment D (cellules D3/ D4) :</p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente : 850 tonnes max</p> | E |
| 4510-2 | <p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100</p> | <p>Bâtiment C (cellule C2) et Bâtiment D (cellules D1 / D2) :</p> <p>- 68 tonnes matières premières et de produits finis</p> <p>- S t o c k a g e Hypochlorite de sodium à 13 % (s t a t i o n d e traitement des eaux) : 2 tonnes</p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente : 70 tonnes</p> | DC |

| | | | |
|--|--|----------------------|--|
| | | présente : 70 tonnes | |
|--|--|----------------------|--|

Constats :

Sur la base de l'état des stocks des matières dangereuses présenté par l'exploitant, l'inspection a contrôlé le respect des capacités maximales.

A noter que l'exploitant a déposé auprès de l'inspection, deux porter à connaissance en juin 2025 et février 2026, affectant le classement des installations :

- le porter à connaissance de juin 2025 prévoit la mise en œuvre d'un "transtockeur" dans la cellule D1, avec pour conséquence d'augmenter le stockage de 47 t et de modifier ainsi la capacité de stockage associée à la rubrique 1510 pour passer de 2756 t à 2803 t de matières combustibles.

- le porter à connaissance de février 2026 demande la modification du tableau de classement afin d'intégrer des substances classées sous la rubrique 1436 - Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60°C et 90°C, à l'exception des boissons alcoolisées - pour une quantité de 250 t, sous le régime de déclaration. Dans le dossier initial, l'exploitant avait déclaré une quantité inférieure à 100 t - activité de stockage alors non classée au titre des ICPE.

Les substances classées sous la rubrique 1436 ont vocation à être stockées au sein des cellules D3 et D4 dédiés aux liquides inflammables.

Les quantités présentes, selon l'état des stocks étaient les suivantes à la date de l'inspection et respectent les quantités maximales autorisées:

- substance relevant de la rubrique 1436 : 55 t

- substance relevant de la rubrique 4511 : 48 t

- substance relevant de la rubrique 4510 : 32 t

- substance relevant de la rubrique 4511 : 32 t

- substance relevant de la rubrique 4331 : 289 t

En l'absence d'état des stocks concernant les matières combustibles, il n'a pu être vérifié le tonnage présent sous la rubrique 1510 (cf. demandes formulée au point de contrôle n°1).

En revanche, il a bien été noté que des seuils d'alerte ont bien été paramétrés vis à vis des rubriques 4XXX, relatif aux matières dangereuses afin de s'assurer de respecter les quantités maximales autorisées. Les quantités maximales associées aux matières dangereuses sont bien respectées au jour de l'inspection.

L'exploitant n'a pas été en mesure de déterminer la quantité de liquides inflammables (classée sous la rubrique 4331) stockées en contenants fusibles. Cette donnée doit être accessible pour s'assurer du cadre réglementaire applicable aux stockages en récipients mobiles (arrêté ministériel (AM) du 1er juin 2015 si quantité stockée en contenants fusibles est inférieure à 100 tonnes ou AM du 24/09/2020 si quantité en contenants fusibles est supérieure à 100 tonnes).

Lors de la visite sur site, l'inspection a pu constater que les quantités de liquides inflammables

| |
|---|
| <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a pu constater que les quantités de liquides inflammables (rubrique 4331) stockées en récipients fusibles étaient très largement sous les 100 tonnes. Les produits finis solvantés sont conditionnés en contenants métalliques. Seuls quelques GRV (Grands récipients vrac) ont été constatés dans les cellules dédiées au stockage des liquides inflammables.</p> <p>L'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer au jour de l'inspection, sa capacité de production au regard de la rubrique 2640.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie la capacité de production de l'établissement de Cestas au regard de la capacité maximale autorisées défini dans son tableau de classement pour la rubrique 2640.</p> <p>L'exploitant s'assure, au regard de la demande formulée au point de contrôle n°1 pour l'établissement d'un état des stock, d'être en mesure de justifier les quantités de liquides inflammables conditionnés en récipients fusibles.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Zones à risques

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 7.2.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des zones à risques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le plan des zones à risque a été présenté à l'inspection. Ce plan inclus dans le dossier de demande d'autorisation est en cours d'actualisation pour intégration dans le DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions).</p> <p>Au regard de ce classement, l'exploitant souhaite revoir le classement des séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>Par ailleurs, au regard de la modification mise en œuvre (présentée dans le porter à connaissance de juin 2025) consistant à substituer au bassin de confinement ouvert une solution de confinement enterrée, fermée (TUBAO), assurant également la fonction de rétention déportée des cellules liquides inflammables en cas de déversement, l'inspection questionne le classement</p> |

| |
|---|
| ATEX de ce volume. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant analyse et justifie le classement de la rétention déportée associée aux cellules de liquides inflammable en tant que potentielle zone ATEX. Il transmet le DRPCE (Document relatif à la protection contre les explosions) actualisé comprenant le zonage ATEX en vigueur sur l'ensemble de l'établissement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Protection incendie - détection

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 7.6.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre de la détection incendie |
| Prescription contrôlée : Le site dispose d'une installation de détection automatique incendie conforme aux normes en vigueur dans l'ensemble des bâtiments, y compris le bâtiment A de production. Dans le bâtiment D, la détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique avec activation d'alarme lors du déclenchement du sprinklage. Les dispositifs de détections sont reliées à la télésurveillance du site |
| Constats : La détection incendie existante a été étendue dans le bâtiment D construit. A noter, en complément, que le bâtiment D est entièrement protégé par un système d'extinction automatique déclenchant la centrale SSI du site. L'inspection a consulté le rapport de mise en service du 23 janvier 2026 qui mentionne le raccordement des nouveaux dispositifs à la centrale SSI existante. Le rapport fait état de quelques observations (en cours de résorption) - visite prévue le lendemain de l'inspection. L'inspection a consulté l'analyse fonctionnelle / tableau de corrélation de la centrale SSI. L'analyse fonctionnelle ne comprend pas l'asservissement (arrêt) des pompes de relevage du bassin de confinement en cas d'alarme incendie. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie l'asservissement des pompes de relevage du bassin de confinement à la détection incendie. L'exploitant justifie et fait attester le bon fonctionnement des asservissements associé à la centrale SSI (alarme sonore, alarme visuelle, portes coupe-feu, vannes martellières, pompes de relevage du bassin de confinement, barrières de rétention, etc...). |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : Protection incendie - ressource en eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 7.6.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des ressources |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Il dispose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - de robinets d'incendie armés. - des extincteurs sur roue; - des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque. <p>Par ailleurs, l'exploitant dispose des ressources en eau et en mousse tel que définit ci-après. Pour la protection des installations projetées (comprenant l'extension constituée du bâtiment D et la suppression du bâtiment B), l'exploitant dispose a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une réserve d'eau de 540 m³, disponibles en permanence et dotée d'une aire d'aspiration. A cette réserve est associée 2 modules d'aspiration équipés de 2 raccords DN 100 chacun (soit 4 raccords DN 100 au total permettant de fournir 60 m³/h chacun); - de cinq poteaux d'incendie privés pouvant débiter 60 m³/h d'eau par heure sous une pression de un bar pendant deux heures et conformes aux normes en vigueur. Ces poteaux sont alimentés par un surpresseur permettant d'alimenter deux poteaux incendies en simultané (2 x 60 m³/h soit 120 m³/h) pendant deux heures ; - de deux poteaux d'incendie publics délivrant en simultané (2 x 60 m³/h soit 120 m³/h) d'eau par heure pendant deux heures sous une pression dynamique de 1 bar ; <p>Les ressources en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir au sein de l'établissement doivent permettre de délivrer 270 m³/h pendant une durée minimale de deux heures. L'exploitant réalise chaque année des mesures de débit des poteaux incendies. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les aires de stationnement pour les pompiers pour chacun des points de puisage respectent les dimensions requises. Les réserves d'eau doivent faire l'objet d'un essai de mise en aspiration par un engin pompe du SDIS, avant le début de l'exploitation autorisée. À cette fin, l'exploitant prendra contact avec le centre d'incendie et de secours de Cestas.</p> <p>En complément, pour la défense incendie du bâtiment D, l'exploitant met en œuvre un système d'extinction automatiques d'incendie (sprinklage). Le système est constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une installation de type ESFR (extinction précoce réponse rapide) pour les cellules D1 et D2 dimensionnée selon le référentiel APSAD R1 ou autres référentiels équivalents ; - d'une installation d'extinction à mousse haut-foisonnement pour les cellules D3 et D4 dédiées au |

stockage de liquides inflammables dimensionnée selon le référentiel APSAD R12 ou autres référentiels équivalents ;

Ces installations de sprinklage sont alimentées par une réserve d'eau dédiée de 550 m³, un groupe motopompe et associée une réserve d'émulseur de 4 m³.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs de conceptions des installations de sprinklage. Un essai de mise en service est réalisé avant l'exploitation des cellules D3 et D4. Le résultat de cet essai est transmis à l'inspection.

Constats :

S'agissant de réserve d'eau et des poteaux incendie:

La réserve extérieure de 540 m³/h associée au réseau de poteaux incendie privé n'a pas été modifiée. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier son volume. Lors de la visite, l'inspection a pu constater son remplissage effectif. A cette réserve sont associées 2 x 2 prises d'aspiration (2 prises à l'extérieure, 2 prises à l'intérieure).

Le remplissage de cette réserve n'est pas automatisé. En l'absence d'asservissement au remplissage de la réserve, l'exploitant doit définir, dans son plan de défense incendie, les dispositions prises pour garantir la disponibilité du volume de 540 m³/h en permanence.

L'inspection a permis de constater la mise en œuvre des poteaux privés sur site, en revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des débits d'eau disponible en simultanée sur le réseau de poteaux privés. De même, l'exploitant n'a pu présenter la justification du débit disponible en simultané des 2 poteaux publics.

Les essais de mise en aspiration avec le SDIS n'avaient pas été réalisés au jour de l'inspection.

S'agissant des installations de sprinklage - (bâtiment D)

A noter, tout d'abord, que l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection, en juin 2025, la modification de la ressource en eau associée aux installations de sprinklage; la conception prévoyant un besoin en eau réévalué à 608 m³ au lieu de 550 m³.

L'inspection a constaté sur site la mise en œuvre effective et la disponibilité des équipements associés à l'extinction automatique (réseau de sprinklage ESFR en cellule D1 et D2, diffuseur haut foisonnement en cellule D3 et D4). L'inspection a par ailleurs visionné l'essai de l'installation haut-foisonnement au sein des cellules D3 et D4. L'exploitant a présenté les PV de mise en service des installations. En revanche, les certificats APSAD sont attendus pour le mois d'avril.

Autres moyens de lutte contre l'incendie :

Lors de la visite des cellules D1 , D2, D3, D4, l'inspection a pu constater la mise en œuvre d'extincteurs, de robinets d'incendie armés, d'extincteurs sur roue, de réserves de sable meuble répartis. Cette répartition n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 2 mois, l'exploitant transmet à l'inspection les certificats APSAD associés aux deux systèmes d'extinction automatiques installés.

Sous un délai de 3 mois :

- l'exploitant justifie le volume de la réserve extérieure et confirme que les prises d'aspiration sont dotées de raccords de 100 mm. Le cas échéant, il prend les dispositions pour doter les prises d'aspiration de raccords de 100 mm;
- l'exploitant s'assure de disposer d'une organisation permettant de garantir la disponibilité du volume des réserves d'eau. Ces dispositions sont décrites dans le plan de défense incendie.
- l'exploitant justifie la disponibilité des débits requis en simultanée sur le réseaux de poteaux incendie privés et sur des 2 poteaux publics.
- l'exploitant programme et réalise avec le SDIS de la Gironde les essais de mise en aspiration au niveau de la réserve d'eau notamment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rétention des cellules liquides inflammable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des cellules D3 et D4

Prescription contrôlée :

A.- Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que ceux visés aux points III ; IV et VI de l'article 22 est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

B. - La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillies, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

C. - La rétention résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physique et chimique des produits pouvant être recueillies. Il en est de même pour son dispositif

d'obturation qui est maintenu fermé (cas d'un dispositif passif).

D. - L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions et veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. Ces dispositifs :

- sont étanches aux produits susceptibles d'être retenus ; - sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;

- peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention. La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.

E. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés vers les filières de traitement des déchets appropriées.

F. - La rétention et ses dispositifs associés font l'objet d'une surveillance et d'une maintenance appropriées, définies dans une procédure.

G. - Le sol des aires et des bâtiments de stockage, des aires de manutention ou de manipulation, ou des ateliers de mélanges ou d'emploi est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les substances et les mélanges dangereux, pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, répandues accidentellement.

II. - Dispositions communes pour les stockages d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 :

A. - L'étanchéité de la rétention est assurée par un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde.

B.- La distance entre les parois de la rétention et la paroi du stockage contenu (réservoirs) est au moins égale à la hauteur de la paroi de la rétention par rapport au sol côté rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux rétentions réalisées par excavation du sol et aux réservoirs à double-paroi.

Pour les récipients mobiles, la distance entre les parois de la rétention et la paroi du stockage contenu (récipients mobiles) est au moins égale à la hauteur du plus grand récipient mobile stocké moins la hauteur de la paroi de la rétention par rapport au sol côté rétention. A défaut, l'exploitant justifie que la distance est suffisante pour éviter tout phénomène d'écoulement hors de la rétention en cas de fuite.

[...]

VI.-Dispositions spécifiques aux rétentions déportées.

1. Zone de collecte extérieure

Dans le cas d'une rétention déportée, chaque îlot de stockage extérieur est associé à une zone de collecte dédiée, qui permet de répondre aux dispositions de l'article 11.3. III. A du présent arrêté

2. Dispositif de drainage

Chaque zone de collecte extérieure et chaque zone de collecte mentionnée aux points V et VI du présent article sont pourvues d'un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les liquides inflammables et les eaux d'extinction d'incendie.

3. Dispositif d'extinction des effluents enflammés

Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des zones de collecte vers un dispositif permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur réinflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée. Ce dispositif peut être une fosse d'extinction, un plancher pareflamme, **un siphon anti-feu** ou tout autre dispositif équivalent.

4. La zone de collecte, le drainage, le dispositif d'extinction et la rétention déportée sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site, en particulier le trajet aérien ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux récipients mobiles ou stockage couvert. Le

réseau est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins ;

- éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents enflammés et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée ;
- éviter le colmatage du réseau d'évacuation par toute matière solide ou susceptible de se solidifier ;

[...]La rétention déportée et, si elle existe, la fosse d'extinction sont accessibles aux services d'intervention lors de l'incendie. Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.5. Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée.

[...]

Constats :

Les cellules D3 et D4 de stockage de liquides inflammables (LI) sont associées à une rétention déportée qui assure également la fonction de bassin de confinement. Les cellules LI sont équipées de siphons coupe-feu et d'un réseau de drainage gravitaire vers la rétention déportée.

A noter que l'exploitant a porté à connaissance de l'inspection en juin 2025 la modification du système de confinement des eaux rendu nécessaire par l'impossibilité de réaliser le bassin prévu initialement compte tenu des conditions topographiques et du niveau de la nappe. L'exploitant a donc mis en œuvre un système de confinement par des capacités enterrées lestées d'un volume de 1410 m³. Ce système étant enterré, il est équipé de 2 pompes de relevage. L'isolement du bassin de confinement est assuré par l'asservissement de l'arrêt des pompes de relevage avec la détection incendie.

Compte tenu des volumes susceptibles d'être stockés dans chacune des cellules (900 m³), le volume de la rétention déportée est suffisant et dimensionné pour contenir les eaux d'extinctions et les eaux météoriques (calcul D9A présenté dans le porter à connaissance suscité).

L'exploitant a présenté à l'inspection les PV des siphons coupe-feu installés et les fiches techniques des canalisations fontes (incombustibles) mise en œuvre pour assurer le drainage gravitaire vers la rétention déportée. Pour rappel, la rétention déportée est constituée d'un système (TUBAO) de 10 réservoirs en acier (volume unitaire environ 140 m³), raccordés entre eux, enterrés et lestés.

A noter qu'à la rétention déportée, assurant également la fonction de bassin de confinement et récupération des eaux pluviales, sont associées 2 pompes de relevage pour l'évacuation vers un bassin d'infiltration après passage par un séparateur d'hydrocarbure. L'inspection a questionné l'exploitant sur les dispositions prises pour stopper le fonctionnement des pompes en cas de déversements accidentelles sans déclenchement de la détection incendie afin d'éviter de relever des liquides inflammables vers le bassin d'infiltration. Lors de la visite sur site, il a été constaté que la plus grande capacité de liquides inflammables stockée au sein des cellule est un GRV (1 m³).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie comment il s'assure de garantir la fonction "passive" de rétention (arrêt des pompes de relevage) en cas de déversement accidentel dans les cellules D3 / D4 n'occasionnant

| |
|---|
| pas de déclenchement de la DCI. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Protection incendie - confinement des eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 7.6.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des capacités de confinement |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des volumes confinés doit être effectué dans des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.</p> <p>Les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. A titre de précision, les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.</p> <p>[...]</p> <p>Afin de contenir les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement des installations projetées (avec extension constituée du bâtiment D), l'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un bassin de rétention des eaux d'extinction étanche de 1 432 m³ minimaux ; - de capacités de confinement internes utiles disponibles suivantes : - 84 m³ dans le bâtiment A - 99 m³ dans la cellule C1 - 97 m³ dans la cellule C2 - 149 m³ dans la cellule C3 - 221 m³ dans la cellule D1 - 221 m³ dans la cellule D2 <p>S'agissant des cellules de stockage des liquides inflammables, D3 et D4, l'ensemble des eaux d'extinctions et liquides inflammables est déportée vers le bassin de confinement via un système de drainage composé d'un ensemble de siphons coupe-feu et canalisations incombustibles selon les dispositions prévues par l'arrêté du 1^{er} juin 2015 suscités.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>La mise en œuvre d'un transtockeur en cellule D1 (augmentant les quantités liquides stockées) et l'augmentation du volume de la réserve de sprinklage (porter à connaissance de juin 2025) ont</p> |

conduit à la révision du calcul des besoins de confinement selon le guide D9A. Le calcul D9A calculé établit un besoin max de 1329 m³.

La porter à connaissance de juin 2025 présente également la modification du système de confinement des eaux rendu nécessaire par l'impossibilité de réaliser le bassin prévu initialement compte tenu des conditions topographiques et du niveau de la nappe. L'exploitant a donc mis en œuvre un système de confinement par des capacités enterrées lestées d'un volume de 1410 m³. Cette capacité étant enterrée, il est équipé de 2 pompes de relevage. L'isolement du bassin de confinement est assuré par l'asservissement de l'arrêt des pompes de relevage avec la détection incendie.

L'inspection a consulté les pièces justifiant le volume des capacités installés qui n'appellent pas de remarques.

L'inspection a contrôlé, par sondage, les dispositions prises pour garantir le volume de confinement au sein des cellule D1 et D2 et a pu constater la mise en œuvre de seuils de 10 cm sur certains accès, de formes de pentes visibles au niveau des quais de chargement et de plusieurs barrières de rétentions automatiques au niveau de certains accès.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions constructives et compartimentage - bâtiment D

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 8.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Réaction et résistance au feu / compartimentage

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017, l'exploitant met en œuvre les dispositions constructives minimale suivantes :

[...]

- Structure à minima R60 sur le bâtiment D ;
- Bât. C / Bât. D : murs séparatifs REI 120 ;
- Bât. D : murs extérieurs en façade Est : bardage double peau A2s1d0 ;
- Bât. D : murs extérieurs en façades ouest et sud : REI 120
- Bât. D : murs séparatifs entre cellules D1 / D2 = REI 180 et entre cellules D2 / D3 / D4 = REI 120.

L'atelier de maintenance du site est situé à plus de 10 m des bâtiments C et D. Les bureaux et locaux sociaux sont séparés des cellules de stockage C3 et D1 par des parois REI120, dépassant d'1 m en toiture.

Les bureaux ne seront pas contigus à des cellules pouvant stocker des matières dangereuses (D3 / D4).

Point 4 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 - dispositions constructives

[...]

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).

Point 6 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 - compartimentage

Point 6 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 - compartimentage

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

[...] Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;
- Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;
- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. [...].

Constats :

L'exploitant a porté à connaissance de l'inspection, en juin 2025, une modification consistant au décalage du bâtiment D de 1,6 m entre la cellule C3 et D1 avec un accès via un sas et une porte coupe feu. Seule la cloison extérieure du bâtiment D1 est REI120. La paroi extérieure de la cellule C3 existante est inchangée.

L'inspection a consulté les attestations relative à la résistante au feu des parois et de la structure (poteaux , poutres, planchers, charpente), mises à disposition par l'exploitant.

Des documents mis à disposition, l'exploitant n'a pu attester :

- de la résistance REI120 du mur séparatif entre les bureaux et la cellule C3
- de la résistance au feu des portes;
- du caractère BROOF (t3) de la toiture, incluant l'installation photovoltaïque en toiture;

Lors de la visite sur site, l'inspection a contrôlé, par sondage, la mise en œuvre des dispositions de compartimentage et a pu notamment constater :

- les dépassements en toiture des murs REI120,
- le dépassement sur la paroi est du mur séparatif D1/D2, REI180. Ce mur séparatif n'est en revanche pas identifié à l'extérieur de l'entrepôt en sailli;
- la mise en œuvre de portes coupe-feu EI120 entre les cellules;
- la mise en œuvre d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives en toiture;

En revanche, l'inspection a questionné le caractère EI120 des portes installées tout au long du mur REI120 à l'ouest du site. Aucune justification du caractère EI120 n'a pu être fournie. L'absence de porte EI120 remet en question les hypothèses de modélisations des flux thermiques à l'ouest de l'extension.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 2 mois, l'exploitant atteste :

- du degré de résistance au feu de la paroi séparative de la cellule C3 et des bureaux;
 - du caractère BROOF (t3) de la toiture du bâtiment D, incluant les installations photovoltaïques;
 - du degré de résistance au feu de l'ensemble des portes installées dans des parois REI120 ou 180;
- S'il est confirmé que les portes installées le long du mur ouest du bâtiment D ne sont pas EI120, l'exploitant procède à la mise en œuvre de portes EI120 ou porte à connaissance cette modification en justifiant de l'absence d'impact au regard des prescriptions réglementaires applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 8.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Respect des conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Les conditions de stockages des installations projetées (comprenant l'extension constituée du bâtimentD et la suppression du bâtiment B) sont les suivantes :

et respectent les dispositions suivantes
[...]

Les stockages dans le bâtiment D sont réalisés dans chacune des cellules (D1, D2, D3 et D4) selon le plan ci-après :

| | Cellule D1 | Cellule D2 | Cellule D3 | Cellule D4 |
|--|---|---|---|--|
| M a t i è r e s s t o c k é e s | Palettes de peintures à l'eau dans des contenants de 0,75 L à 16L | Palettes de peintures à l'eau dans des contenants de 0,75 L à 16L | Palettes, cartons de peintures à l'eau+ peintures solvantées + Matières premières dans des contenants IBC (1 m³) ou | Palettes, cartons de peintures à l'eau+ peintures solvantées + Matières première dans des contenants IBC (1 m³) ou |

| | | | | |
|--------------------------------------|---|---|--|--|
| | | | IBC (1 m ³) ou fûts de 200 l | IBC (1 m ³) ou fûts de 200 l |
| Hauteur max de stockage | 10,0 m | 10,0 m | 10,0 m | 10,0 m |
| Description des stockages | - 18 racks dans le sens de la longueur (8 doubles racks + 2 racks simples) - stockage sur 7 niveaux | - 12 racks dans le sens de la longueur (5 doubles racks + 2 racks simples) - stockage sur 7 niveaux | - 7 racks dans le sens de la longueur (3 doubles racks + 1 rack simple) - stockage sur 7 niveaux | - 7 racks dans le sens de la longueur (3 doubles racks + 1 rack simple) - stockage sur 7 niveaux |
| | | | | |

Constats :

L'inspection a contrôlé les conditions de stockage du bâtiment D uniquement qui n'appelle aucune observations au regard des conditions prescrites.

A noter que l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection, en juin 2025, la modification des conditions de stockage de la cellule D1 avec la mise en place d'un transtockeur automatisé sur une partie de la cellule. Le stockage prévu comprend ainsi :

- dans la partie nord de la cellule : 2 doubles racks et 2 racks simples dans le sens de la longueur
- 58 racks dans le sens de la largeur (assimilés à 29 double-racks).

Cette modification fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Condition d'accès des services de secours

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules, dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation, stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et

| |
|---|
| <p>d'ouverture de l'installation.</p> <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le site disposait de 3 accès.</p> <p>Les portails d'accès sont ouverts en heures ouvrées et fermés en heure non ouvrées.</p> <p>Le site est télésurveillé. En heures non ouvrées, en cas de détection incendie, la télésurveillance assure la levée de doute par caméra, l'appel de l'astreinte exploitant et l'appel des secours le cas échéant. L'accès au site par les services de secours serait rendu possible sur l'accès principal via une clé "pompier" tripan dont le fonctionnement n'a pas été testé.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant décrit et justifie les conditions d'accès des pompiers hors heures ouvrées (ouverture du portail par la télésurveillance, l'astreinte, la clé "pompier" sur l'accès principal).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 14 : Voie engins

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2 de l'annexe II</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre de la voie engin</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>[...]</p> |

Constats :

L'inspection a constaté qu'une voie engin périphérique a bien été créée. En revanche, lors de la visite, il a été constaté que celle-ci n'était pas dégagée en particulier à la suite de la relève de 14h. L'inspection a ainsi constaté de nombreux véhicules stationnés sur la voie engin, mais également sur les aires de stationnement réservées aux services de secours.

L'exploitant a indiqué avoir une réelle problématique de stationnement avec le développement du site. Le manque de stationnement est constaté pour la relève d'après-midi, les deux équipes de production étant présentes sur site quelques minutes.

L'exploitant a indiqué étudier une solution d'agrandissement du parking au dessus de la réserve incendie, à l'instar de ce qui a été fait pour le site de Mérignac (nécessité d'enterrer la réserve). En l'état, l'encombrement de la voie engin constitue une non-conformité susceptible de conduire à des suites administratives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Protection incendie - aires de stationnement (engin de secours)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre des aires de stationnement

Prescription contrôlée :**3.3.1 - Aire de mise en station des moyens aériens**

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés).

Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au 3.2.

Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. [...].

Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

3.3.2 - Aire de stationnement des engins

Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au 3.2.

Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.

Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

Constats :

L'inspection a constaté la présence des aires de stationnements et de mise en station des engins de secours conformément au plan de secours. Les aires sont matérialisées au sol.

Cependant, il a également été constaté que plusieurs de ces aires étaient encombrées par le stationnement de véhicules. (cf. point de contrôle précédent).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour dégager les aires de stationnement et de mise en station. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Protection incendie - désenfumage bâtiment D

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre des dispositifs de désenfumage

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1

650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R.4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés. Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté l'attestation de l'entreprise qui a installé les exutoires de désenfumage. L'attestation présentée justifie la suffisance des surfaces d'exutoires installées.

L'exploitant n'a en revanche pas justifié la suffisance des amenées d'air, prévues selon le dossier par l'ouverture des portes de quai, les portes de plain-pied et les issues de secours, au regard des exutoires installés.

L'inspection a pu constater sur site, la mise en œuvre des écrans de cantonnement conformément au plan de cantonnement, des exutoires et des commandes manuelles dans chacune des cellules. En toiture, il est apparu à l'inspection que la distance de 7 mètres d'implantation des dispositif d'évacuation des fumées des murs REI120 et REI180 était bien respectée.

L'exploitant a confirmé que la commande des exutoires de désenfumage n'était pas asservie à la détection incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

| |
|---|
| L'exploitant fournit la justification de la suffisance des surface d'amenées d'air au regard des surfaces d'exutoires de désenfumage installées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 17 : Plan de défense contre l'incendie (PDI)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 7.6.8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du PDI |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie en se basant sur les scénarios d'incendie des bâtiments de production (bâtiment A) et de stockage (bâtiments B, C, D, stockage de déchets, stockage extérieur de palettes, stockage de propane...).</p> <p>Le plan de défense incendie comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) - les dispositions organisationnelles prévues permettant d'alerter et de communiquer toute situation accidentelle vers les entreprises voisines du site ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; + la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, des ressources en eau nécessaires - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus. <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La version actuelle du PDI présentée à l'inspection est une version 2025 (v4 - intégrant partiellement le projet CAMPUS).</p> <p>Le plan de défense incendie est en cours de mise à jour, mise à jour prévue fin juin.</p> <p>L'inspection n'a pas procédé au contrôle du contenu du PDI.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met à jour son plan de défense incendie dans un délai de 3 mois et l'adresse à l'inspection, ainsi qu'au service de secours.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|--|
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 18 : Protection contre la foudre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18, 19, 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'ARF et ETE / mise en oeuvre des protections |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 18 Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...] Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>article 19 En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. [...]</p> <p>article 21 L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'Etude technique foudre. L'inspection a constaté sur site la mise en œuvre des protections foudres - paratonnerres et descentes associées - sur l'ensemble du bâtiment D. La mise en service du bâtiment ayant été réalisé début 2026, la vérification complète des équipements de protection contre la foudre est à réaliser six mois après leur installation.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le rapport de vérification complète des installations de protection foudre dans un délai de 3 mois.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 19 : Rejets atmosphériques - évaluation risques sanitaires

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 3.2.6 |
|--|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, ERS |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour confirmer l'absence d'impact sur la santé et l'environnement des rejets réels en COV associé à l'augmentation de la capacité de production, l'exploitant réalise une évaluation du risque sanitaire (ERS), dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, selon les référentiels et normes en vigueur.</p> <p>Dans le cadre de cette ERS, l'exploitant prend en compte des rejets enveloppes en COV tant en concentration qu'en flux horaire ; il justifiera les hypothèses retenues à l'inspection.</p> <p>L'exploitant communique l'étude à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'étude d'évaluation du risques sanitaire (ERS) a été transmise à l'inspection en juin 2025.</p> <p>Cette étude, intégrant l'augmentation de production dans les hypothèses d'entrée, conclut <i>"que les émissions attribuables aux émissions d'UNIKALO permettent de respecter les recommandations des autorités sanitaires."</i></p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |